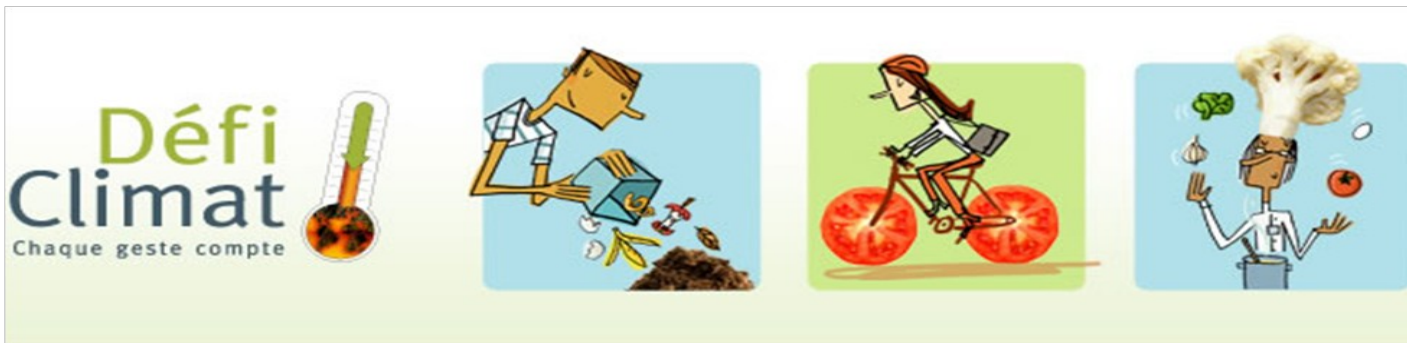


Le Bulletin Solidarité Lanaudière

Numéro 7

DÉCEMBRE 2011



Faites votre part dans la lutte aux changements climatiques : c'est une question de survie !

Poursuivant son action dans le domaine de la lutte aux changements climatiques, le Conseil de l'environnement de Lanaudière (CREL) est heureux d'annoncer la tenue de l'édition 2012 de la campagne Défi-Climat.

Pour la troisième année consécutive, le CREL propose aux citoyens, aux entreprises et aux organisations de Lanaudière d'adopter des comportements écoresponsables qui auront comme effet de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) des Lanaudois dans le but de contribuer à l'effort de la société québécoise en ce sens. En effet, les Québécois se sont collectivement engagés à diminuer leurs émissions nettes de GES de 6 % par rapport à leur niveau de 1990 d'ici la fin de 2012, dans le respect des objectifs

du protocole de Kyoto. De plus, nous nous sommes engagés à continuer sur cette voie en réduisant nos émissions de GES de 20 % d'ici la fin de 2020.

Défi Climat n'est qu'un moyen parmi des dizaines d'agir de façon à diminuer les facteurs qui contribuent au réchauffement du climat. Il s'adresse avant tout aux citoyens et leur propose des moyens concrets d'agir selon leurs capacités et à leur niveau pour contribuer à réduire cette forme de pollution qu'on pourrait qualifier de climatique.

La campagne Défi-Climat 2012 se déroulera du 1^{er} mai au 8 juin 2012, et les organisations pourront s'inscrire à la campagne à partir du début février.

Pour plus d'information sur la manière dont vous pouvez participer à la campagne afin que vos efforts environnementaux (ou ceux de votre organisation) soient reconnus et pris en compte, veuillez nous contacter aux coordonnées ci-dessous.



Gilles Côté, directeur général
Conseil de l'environnement de Lanaudière

365, rue Saint-Louis - C.P. 658

Joliette (Québec) J6E 7N3

Téléphone: (450) 756-0186

@: gilles.cote@crelanaudiere.ca

Web: <http://crelanaudiere.ca>





Aujourd'hui marque la première journée d'action de la Campagne des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes. En appui à cette campagne, Alternatives vous présente le film « Rencontres de femmes, paroles de féministes ».

Dans le cadre du Forum Social Mondial tenu dans la ville de Dakar au Sénégal en février 2011, des féministes participantes à la délégation Alternatives au Forum social mondial de Dakar se sont rassemblées pour créer un court vidéo dans le but de donner la parole aux femmes pour qu'elles puissent s'exprimer sur les difficultés et les défis rencontrés par les femmes dans leur pays. Les vidéastes ont croisé sur leur chemin sept militantes à la parole féministe pour qui les obstacles rencontrés par l'omniprésence des valeurs conservatrices et patriarcales comportent un défi à relever. Du Sénégal au Niger, du Soudan à la France en passant par le Brésil, le vidéo aborde plusieurs problématiques affectant la condition des femmes au XXIème siècle dont le droit à l'héritage, le droit à la terre, l'invisibilisation, les difficultés de la mixité sociale, l'intégrisme religieux et social et plusieurs autres.

Film créé par: *Katerine Martineau, Nesrine Bessaïh, Nelly Bassily, Cassandre Blier et Karine Bertrand*

Montage: *Katerine Martineau*

Campagne des 12 jours d'actions pour l'élimination de la violence envers les femmes, édition 2011, est menée conjointement par la *Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)*, la *Fédération des femmes du Québec (FFQ)*, la *Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)*, *Femmes autochtones du Québec (FAQ)*, *L'R des centres de femmes du Québec*, le *Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)*, le *Regroupement québécois des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS)* et le Réseau d'action femmes handicapées Canada.



Échec aux paradis fiscaux

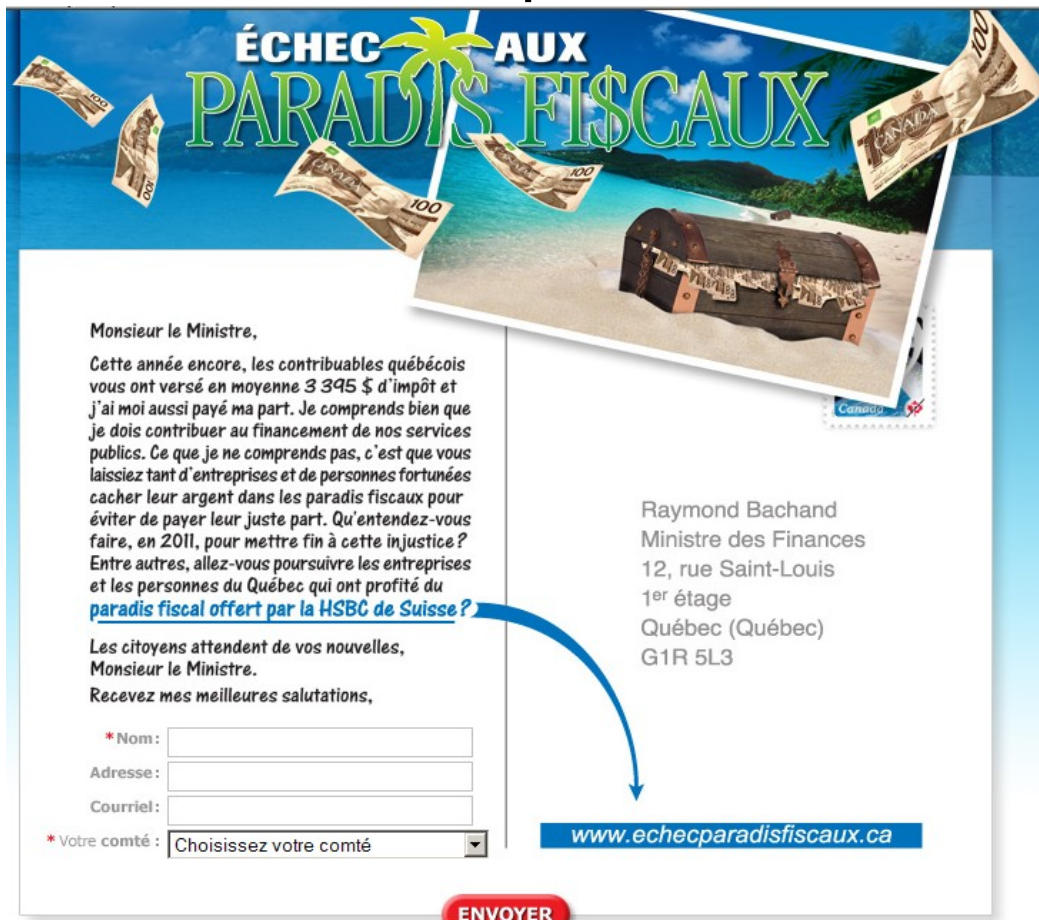
La campagne « Échec aux paradis fiscaux » est une initiative de différentes organisations qui croient que le Québec doit demeurer un endroit où la qualité de vie est élevée, notamment par la présence de services publics.

L'objectif : sensibiliser les citoyens et politiciens du Québec à l'importance que TOUS paie leur juste part pour la vie en collectivité.

Actuellement, la classe moyenne supporte la plus grosse part du fardeau fiscal québécois, alors que des entreprises ou des individus fortunés cachent leur argent à l'abri du fisc par l'entremise de paradis fiscaux. Pourtant, ces entreprises ou individus profitent pleinement de nos services et infrastructures publics.

Pour inciter le gouvernement du Québec à mener une bataille sur la scène canadienne et internationale contre les paradis fiscaux, nous vous proposons :

1. D'envoyer une carte postale au ministre des Finances (http://www.sfpq.qc.ca/Echec_aux_Paradis_Fiscaux/), M. Raymond Bachand, de même qu'à votre député provincial pour dénoncer la situation.
2. D'appuyer la campagne mondiale « Stop paradis fiscaux » destinée aux dirigeants du G20. Voir le site : <http://echecparadisfiscaux.ca/>



ÉCHEC AUX PARADIS FISCAUX

Monsieur le Ministre,

Cette année encore, les contribuables québécois vous ont versé en moyenne 3 395 \$ d'impôt et j'ai moi aussi payé ma part. Je comprends bien que je dois contribuer au financement de nos services publics. Ce que je ne comprends pas, c'est que vous laissez tant d'entreprises et de personnes fortunées cacher leur argent dans les paradis fiscaux pour éviter de payer leur juste part. Qu'entendez-vous faire, en 2011, pour mettre fin à cette injustice ? Entre autres, allez-vous poursuivre les entreprises et les personnes du Québec qui ont profité du paradis fiscal offert par la HSBC de Suisse ?

Les citoyens attendent de vos nouvelles, Monsieur le Ministre.

Recevez mes meilleures salutations,

* Nom:

Adresse:

Courriel:

* Votre comté:

Raymond Bachand
Ministre des Finances
12, rue Saint-Louis
1^{er} étage
Québec (Québec)
G1R 5L3

www.echecparadisfiscaux.ca

ENVOYER



QUELQUES NOUVELLES DU COLLECTIF ANTI-PAUVRETÉ DE LANAUDIÈRE ET DU MÉPAL

(Mouvement d'Éducation populaire autonome de Lanaudière)

Petit retour sur deux activités :

BELLE PRÉSENCE AUX « CONTES DE LA RICHESSE »

Environ 400 personnes ont assisté aux 2 représentations des « Contes de la Richesse » du Théâtre Parminou. Quelle belle façon de vulgariser le PIB (Produit intérieur brut)! Et avec des rires garantis en plus!

FORMATION RÉUSSIE

Le 9 novembre, 17 personnes participaient à la formation « L'exercice des droits, un projet de société? » Que de beaux échanges! De fait, les participants étaient tellement emballés qu'ils ont trouvé la journée trop courte et auraient souhaité échanger encore davantage.

À venir :

MOBILISATION DU 16 FÉVRIER 2012

La Coalition main rouge (Coalition opposée à la hausse des tarifs et à la privatisation) est en train de planifier la prochaine mobilisation d'envergure qui se tiendra en février prochain.

Une action majeure de blocage aura lieu le **16 février prochain, à 8 h**, au Centre du commerce mondial, en même temps qu'une mobilisation d'appui.

Pour faciliter la participation à cette mobilisation, la Coalition prévoit payer les autobus, ainsi que l'hébergement.

Étant donné l'heure hâtive de la mobilisation, de l'hébergement sera prévu pour les groupes de l'extérieur de la région de Montréal. Cet hébergement reste à préciser. Des démarches sont en cours auprès de divers organismes : Y des femmes, etc.

Concernant la mobilisation, pour l'action de blocage, l'objectif est de trouver une personne par groupe qui est prête à s'investir... et évidemment, le plus de personnes possible pour la manifestation d'appui.

Toutes les organisations (regroupements nationaux, régionaux et groupe de base) sont donc invitées à relever ce défi de trouver au moins une personne pour participer à l'action de blocage.

Évidemment, pour ceux qui participeront à l'action de blocage, une rencontre préparatoire de formation est prévue la veille à Montréal afin de permettre aux gens de comprendre le déroulement de l'action, les implications légales, etc.

Le matériel de mobilisation (site web de campagne, affiche couleur) sera bientôt disponible. Pour plus d'infos, vous pouvez aller voir le site de la Coalition au www.nonauxhausse.org

Que ce soit pour la manifestation d'appui ou pour le blocage, tous seront les bienvenus.

**Bloquons donc
la date du 16
février à notre
agenda tout de
suite!**



Les syndicats prennent la parole à Durban

Membre de la Confédération des syndicats internationaux (CSI), la CSN est actuellement à Durban pour la Conférence des Parties de la 17^e rencontre des pays signataires de la Convention des Nations-Unies sur les changements climatiques, communément appelé, la COP 17.

Pour une troisième année consécutive, une délégation de la CSN participe à l'événement « Pavillon World of Work (WoW) ». Cette année, cela a lieu à l'Université Kwazulu Natal, campus Howard College, à Durban, en Afrique du Sud. Le pavillon WoW reçoit des syndicats de plusieurs pays qui présenteront des conférences au sujet de l'implication des travailleurs dans la lutte aux changements climatiques.

Ces conférences concernent tant les mesures d'atténuation pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre du secteur de la sidérurgie, des mines que celui des mesures d'adaptation que les gouvernements devront prendre pour minimiser les impacts des changements climatiques sur nos conditions de vie.

La CSI s'intéresse à la lutte aux changements climatiques depuis une dizaine d'années et continue de clamer haut et fort que cette lutte ne pourra se faire sans les travailleurs.

Nos économies modernes utilisent les hydrocarbures (pétrole, diesel, gaz, etc.) pour leur fonctionnement. Réduire cette dépendance et développer des emplois verts nécessitent une transition que les syndicats veulent juste et équitable. Lors de la Conférence de Cancun, les États se sont engagés à introduire cette revendication de transition juste et équitable dans leurs négociations d'une nouvelle convention pour réduire la hausse de la température terrestre.

Il existe bel et bien des liens importants entre les changements climatiques et les injustices sociales. Ce sont, en effet, les pays les plus pauvres qui paient durement ces changements climatiques. Les pires sécheresses et inondations, ce sont eux qui les ont subies. Notre inaction face à la hausse des températures terrestres à un prix.

En 2006, dans son rapport sur l'économie du changement climatique, Sir Nicholas Stern, l'ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, évaluait qu'un investissement de 1% du PIB mondial par an dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre permettrait d'éviter une perte économique comprise entre 5% et 20% du PIB mondial chaque année.

Dans un contexte de transformation en vue d'une économie plus verte et moins dépendante des hydrocarbures et en vue de favoriser une transition juste et équitable, la CSI demande à ce qu'une décision soit prise à la Conférence de Durban.

Pendant que les syndicats discuteront au pavillon WoW, les négociations entre les différents pays ayant signés la Convention Cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques se déroulera du 28 novembre au 9 décembre 2011.



Suite page suivante...



...suite

Les syndicats prennent la parole à Durban

La Conférence de Durban, c'est quoi ?

Du 28 novembre au 9 décembre 2011, en Afrique du Sud, la ville de Durban accueille la 17^e conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Des délégations de 195 pays participent à ces négociations. Cette conférence sur le climat doit préparer la suite à donner protocole de Kyoto, qui vient à échéance le 31 décembre 2012.

Le protocole de Kyoto, ratifié par 193 pays, a été le seul texte contraignant jamais signé sur le climat. C'était en 1997. La Conférence de Copenhague, en 2009, à laquelle 193 pays ont aussi participé, a été un fiasco. Celle de Cancún en 2010 a débouché sur un accord signé qui fixe des objectifs à atteindre, mais pas les moyens d'y parvenir.

Revendications des syndicats à Durban

- ❖ Exiger une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto pour éviter une zizanie, des lacunes et un évitement des pays industrialisés à réduire leurs émissions ;
- ❖ Mise en place d'une transition juste et équitable ;
- ❖ Limiter l'augmentation de la température mondiale à un maximum de 2° Celsius. La CSI encourage les gouvernements à suivre le scénario fixé par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour réduire d'ici 2020, les émissions de GES de 25% à 40% et de 85 % d'ici 2050 ;
- ❖ La communauté internationale doit s'engager financièrement à soutenir des mesures de réduction des émissions malgré un contexte d'instabilité financière et d'austérité pour une bonne partie des pays développés. La CSI voudrait qu'à Durban, les gouvernements initient le Fonds vert pour le climat et garantissent son financement à long terme ;
- ❖ Les mesures d'adaptation à la lutte aux changements climatiques doivent être liées aux systèmes de protection sociale;
- ❖ Les technologies reliées aux emplois verts ou à la réduction des émissions de carbone doivent être connues des syndicats et intégrées aux formations pour le développement de compétences en vue de contrer les changements climatiques. Les secteurs déjà touchés concernent les transports, les mines et métallurgies, la foresterie, l'agriculture, les infrastructures, la construction et la santé.

